



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

Service SPP – MTEM – service publicité

Courriel : ddtm-pub@var.gouv.fr

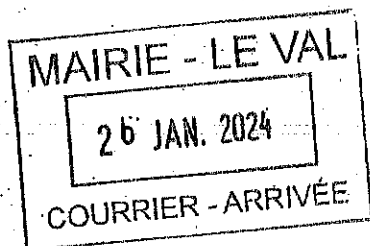
Toulon le,

22 JAN. 2024

Le directeur départemental des
territoires et de la mer

à

Monsieur le Maire du Val



Monsieur le Maire,

Par délibération du 22 septembre 2023, le conseil municipal du Val a arrêté le projet de règlement local de publicité (RLP).

En application des articles L. 581-14-1 du Code de l'environnement et L. 153-16 du Code de l'urbanisme, vous m'avez transmis pour avis ce projet le 23 novembre 2023, date de réception en préfecture.

La commune du Val ne dispose pas d'un règlement local de publicité. La commune étant compétente en matière d'élaboration du plan local d'urbanisme, elle est compétente pour élaborer son règlement local de publicité.

La commune du Val compte 4380 habitants au dernier recensement de population, et ne fait pas partie d'une unité urbaine de plus 100 000 habitants.

En matière de publicité, les dispositions qui s'appliquent en l'absence de règlement local de publicité sont, dans toutes les parties agglomérées de la commune, celles relatives aux agglomérations de moins de 10 000 habitants : le format maximal des publicités murales est de 4,70 m² depuis le décret n° 2023-1007 du 30 octobre 2023, celui des enseignes au sol est de 6 m². Les dispositifs publicitaires scellés au sol, la publicité numérique et les bâches publicitaires sont interdits.

La délibération du conseil municipal du 16 octobre 2020 prescrivant le règlement local de publicité annonçait les objectifs suivants :

- améliorer le cadre de vie et la qualité des paysages de la commune en limitant et en réglementant les implantations de dispositifs publicitaires, enseignes et préenseignes, mais aussi favoriser leur harmonie et leur cohérence,
- préserver l'image du territoire en tenant compte du patrimoine bâti et naturel, notamment le centre historique de la commune, par une réflexion sur la place des enseignes,
- protéger les entrées et les sorties du village, première image du territoire et l'ensemble des axes structurants, notamment en matière de publicités et préenseignes.

Analyse des éléments du projet de RLP

Le dossier est composé d'un rapport de présentation en quatre parties (droit applicable sur le territoire, enjeux, orientations et objectifs, justification des choix), du règlement proprement dit et d'annexes comprenant les plans de zonage et les limites d'agglomération. Le bilan de la concertation est joint au dossier, et permet de vérifier que celle-ci a eu lieu, et que les engagements pris dans la délibération ont été tenus.

Rapport de présentation

Il aborde des situations qui ne se rencontrent pas sur le territoire communal (p.9). Il conviendrait d'adapter cet exposé à la commune du Val par rapport aux situations et aux interdictions rencontrées uniquement sur celle-ci.

Le document n'a pas été mis à jour au regard de la loi Climat et Résilience d'août 2021 qui dissocie totalement autorité compétente et existence ou non d'un RLP à partir de janvier 2024 : le maire du Val sera compétent en matière de police de la publicité à cette date, que la commune soit ou non couverte par un RLP (p.8).

Le rapport indique aussi en page 8 : *« Il est à noter que l'accord de l'architecte des bâtiments de France (ABF) est désormais nécessaire notamment, pour toutes les autorisations d'enseignes situées dans le même périmètre que pour les autorisations d'urbanisme, soit 500 mètres de rayon par rapport aux monuments historiques, sauf adaptation spécifique dans le cadre d'un PLUi ».*

Or, en matière de publicité, c'est uniquement en agglomération que la publicité est interdite en abords de monument historique, et comme en matière d'urbanisme les abords sont déterminés par la covisibilité entre monument et projet. En l'occurrence, sur la commune du Val, il n'y a pas de covisibilité dans les secteurs situés en agglomération à moins de 500 m d'un monument historique, et la plupart des abords ne sont pas situés en agglomération. Il en résulte que les enseignes ne sont pas soumises à l'accord de l'ABF, en aucun lieu de la commune.

La commune n'est pas concernée par l'interdiction de publicité en abords de monument historique (p.17), pas plus qu'en parc naturel régional, site inscrit. Il est donc inutile de parler du régime d'autorisation des bâches publicitaires alors qu'elles sont totalement interdites sur l'ensemble de la commune, du fait de sa population inférieure à 10 000 habitants.

Aborder les possibilités de publicités dans l'emprise des aéroports ou des équipements sportifs de plus de 15 000 places dans cette commune qui n'en possède pas, n'est pas nécessaire (p.9), ni d'évoquer l'interdiction de publicité en site classé ou en cœur de parc national (p.14).

La notion d'unité urbaine de moins de 800 000 habitants est obsolète, car il n'y a plus de distinction selon la population de l'unité urbaine en matière d'obligation d'extinction des publicités depuis un décret du 5 octobre 2022 (p.13).

Le format maximal sur la commune du Val n'est plus de 4 m² mais de 4,70 m² depuis le décret n° 2023-1007 du 30 octobre 2023 intervenu depuis l'arrêt du projet. Il conviendra de mettre le document à jour sur ce point (p.32 et p.76).

La règle de densité expliquée indique le nombre possible de dispositifs scellés au sol alors qu'ils sont totalement interdits sur la commune (p.36 et 37).

Deux panneaux situés sur un mur sont indiqués comme contrevenant à la règle de densité, alors qu'ils sont surtout situés sur un mur non aveugle et de ce fait totalement interdits (p.38).

La règle d'exception aux obligations d'extinction de la publicité lumineuse sur mobilier urbain n'est pas à jour conformément au décret n° 2022-1294 du 5 octobre 2022 (p.40).

Le tableau et les précisions concernant la publicité dans l'emprise des gares hors agglomération sont inutiles (p.43), de même que le chapitre relatif à la publicité numérique (p.45) ou celui relatif à la publicité lumineuse en toiture. Ces dispositifs sont interdits sur la commune du Val (p.46).

Le dispositif présenté comme une enseigne posée au sol n'est pas une enseigne, car elle n'est pas située sur le lieu de l'activité. Il s'agit d'une préenseigne au sol, interdite dans la commune (p.63).

Évoquer les dimensions maximales des enseignes au sol dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants n'est pas pertinent (p.65).

Règlement

Le plan du règlement comprend en préambule l'application et la portée du règlement et le zonage, suivi en partie 1 : des dispositions applicables aux publicités et préenseignes, en partie 2 : des dispositions générales applicables aux enseignes et dispositions applicables aux enseignes par zone, et en partie 3 du règlement : des dispositions générales applicables aux publicités, enseignes lumineuses à l'intérieur des vitrines.

Le dernier chapitre (partie 3) pourrait être scindé et compris dans les parties concernant la publicité d'une part, les enseignes d'autre part, ou en préambule du document puisqu'il s'applique à tous les dispositifs en vitrine sur l'ensemble de la commune.

L'article P0.5 impose des règles d'extinction aux dispositifs de publicité numérique, pourtant interdits sur l'ensemble de la commune par le Code de l'environnement. Il conviendra de supprimer cette mention.

L'article P1.1 (idem P2.1) qui concerne les publicités posées ou scellées au sol indique « sans objet ». Cette mention « sans objet » prête à confusion. En effet, ces dispositifs sont interdits sur l'ensemble de la commune et il n'y a pas lieu de les mentionner dans le règlement. Il serait plus judicieux de supprimer cet article et de rappeler dans les dispositions générales que la publicité au sol est interdite dans l'ensemble de la commune, à l'exception des préenseignes dérogatoires hors agglomération.

L'article P1.4 (idem P2.4) concerne la publicité lumineuse et numérique. Il n'est pas utile d'évoquer la réglementation de la publicité numérique, celle-ci étant interdite sur l'ensemble de la commune par le Code de l'environnement. Le « sans objet » indiqué ici ne permet pas de comprendre ce qui s'applique à la publicité lumineuse sur mobilier urbain. Ce point devra être clarifié.

L'article P2.2 devrait porter à 4,70 m² le format maximal de la publicité murale, conformément au décret n° 2023-1007 du 30 octobre 2023.

L'article E0.2 comporte cette prescription : « Les couleurs des enseignes doivent être harmonieuses vis-à-vis de la façade sur laquelle elles sont apposées ». La notion d'harmonie étant tout à fait subjective, cette prescription pourrait faire l'objet d'un contentieux. Il serait préférable d'indiquer que l'autorisation préalable d'enseigne pourra être refusée si l'enseigne, par ses couleurs, ne s'intègre pas dans son environnement. Il revient à l'autorité compétente de motiver au cas par cas le refus éventuel.

Article E1.1 : le paragraphe « L'enseigne parallèle au mur sur store-banne est autorisée uniquement sur la partie parallèle au mur du lambrequin du store-banne. Elle est interdite sur les parties latérales du store-banne » pourrait plus simplement être remplacé par « Les enseignes sur store-banne ne sont permises que sur le lambrequin du store ».

Article I1 : Le règlement gagnerait en clarté si les prescriptions concernant les dispositifs publicitaires et les enseignes dans les vitrines étaient intégrées au corps des règles concernant d'une part les publicités et d'autre part les enseignes. La règle d'extinction de ces dispositifs pourrait s'énoncer de façon plus précise en indiquant qu'elle est la même que ceux des dispositifs extérieurs.

Bilan de la concertation

Le bilan de la concertation a été tiré à l'occasion de l'arrêt du projet de règlement local de publicité et figuré dans le dossier transmis. Il devra être joint à l'enquête publique.

Les modalités de la concertation, telles qu'elles avaient été définies dans la délibération de prescription de l'élaboration du RLP du 16 octobre 2020 ont été accomplies, ainsi que la publication de la mise en ligne du dossier sur le site Internet de la commune.

Choix retenus

Les choix opérés par la collectivité sont clairement exposés et justifiés par l'analyse qui a été faite du parc publicitaire.

Le projet de RLP de la commune du Val répond aux objectifs annoncés dans la délibération d'élaboration. Cependant, le rapport de présentation doit être adapté à la situation particulière de la commune vis-à-vis de la réglementation, et devra être mis à jour des évolutions réglementaires récentes.

Au vu de ces éléments, j'émet un avis favorable au projet de règlement local de publicité arrêté par votre commune.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur départemental des territoires et de la mer,
L'adjointe de la cheffe de service planifications et prospective,
Laetitia Coudert



